

Association IRES

Institut de Recherches Économiques et Sociales

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rapports du commissaire aux comptes

Assemblée générale d'approbation des comptes

de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Association IRES

16, boulevard du Mont d'Est
93192 NOISY LE GRAND

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

Aux membres de l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association IRES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Association IRES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels. Exercice clos le 31 décembre 2023

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont notamment consisté à apprécier les règles et principes comptables retenus pour établir les comptes ainsi que les informations données dans l'annexe des comptes annuels sur les études de l'agence d'objectif en cours à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

Association IRES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels. Exercice clos le 31 décembre 2023

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 16 mai 2024

Le commissaire aux comptes

F.-M. RICHARD & Associés


Xavier HUAULT-DUPUY

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	24 230	24 230		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	483 867	450 598	33 270	32 498
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	202 500		202 500	202 500
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	11 638		11 638	10 316
ACTIF IMMOBILISÉ	722 235	474 828	247 408	245 314
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En-cours de - De biens				
production : - De services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients et comptes rattachés	13 263		13 263	20 354
Autres	184 070		184 070	112 746
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres	1 300 000		1 300 000	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 403 026		1 403 026	2 045 011
Charges constatées d'avance	49 394		49 394	62 920
ACTIF CIRCULANT	2 949 753		2 949 753	2 241 031
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF	3 671 989	474 828	3 197 161	2 486 345

Bilan Passif

Bilan Passif	Du 01/01/2023	Du 01/01/2022
	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaire		
- Légale		
Réserves :		
- Statutaires ou contractuelles	109 342	139 401
- Réglementées		
- Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	24 347	-30 059
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
SITUATION NETTE	133 689	109 342
Autres fonds propres		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques et charges		
- Risques		
Provisions pour :		
- Charges	55 819	48 265
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	55 819	48 265
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
- Auprès des établissements de crédit	192	192
Emprunts et dettes :		
- Financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	619	218
- Fournisseurs et comptes rattachés	128 594	129 658
Dettes :		
- Fiscales et sociales	484 612	436 668
- Sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 350 115	1 706 413
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	43 520	55 589
EMPRUNTS ET DETTES	3 007 653	2 328 739
Écarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF	3 197 161	2 486 345

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
- De biens				
Production vendue :				
- De services	354 163		354 163	323 578
Chiffre d'affaires net	354 163		354 163	323 578
- Stockée				
Production :				
- Immobilisée				
Concours publics et subventions d'exploitation			2 779 303	2 714 219
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges			13 725	10 417
Autres produits			7 500	8 997
PRODUITS D'EXPLOITATION			3 154 691	3 057 210
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			27 473	22 298
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes *			501 587	424 703
Impôts, taxes et versements assimilés			114 950	106 358
Salaires et traitements			1 028 197	949 800
Charges sociales			433 263	416 211
- Amortissements sur immobilisations			9 955	7 851
- Dépréciations sur immobilisations				
Dotations aux :				
- Dépréciations sur actif circulant				
- Provisions pour risques et charges			7 554	
Autres charges			1 031 406	1 167 120
CHARGES D'EXPLOITATION			3 154 385	3 094 342
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			307	-37 131
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			24 041	7 072
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			24 041	7 072
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIÈRES				
RÉSULTAT FINANCIER			24 041	7 072
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS			24 347	-30 059

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (suite)	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	3 178 732	3 064 282
TOTAL DES CHARGES	3 154 385	3 094 342
EXCEDENT OU DEFICIT (Total des produits - Total des charges)	24 347	-30 059

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 – articles 7,21,24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 3 197 161 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un excédent de 24 347 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Ils sont présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au PCG sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC 2018-06 modifié du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et ses règlements modificatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices

Informations générales et description de l'activité

L'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) est une association de Loi 1901 au service des organisations syndicales représentatives des travailleurs qui a été créé en 1982. Sa fonction est de répondre aux besoins exprimés par les organisations syndicales représentatives dans le domaine de la recherche économique et sociale (emploi, relation professionnelle, revenus, protection sociale, travail). A travers son expertise, l'IRES apporte des éléments d'appréciation et d'analyse sur l'ensemble des questions économiques et sociales nationales, européennes et internationales qui intéressent les organisations syndicales. Pour cela, l'IRES mène essentiellement deux types de travaux : des recherches et des analyses développées par son équipe de chercheurs et des études de recherche propres à chaque organisation syndicale, regroupés au sein de l'Agence d'objectifs (AO). Les projets et les bilans de ces travaux sont présentés et adoptés en Assemblée Générale après avis d'une Commission Scientifique. Pour permettre de valoriser ses travaux, l'IRES anime un site internet et plusieurs publications qui accueillent des travaux de recherche d'horizons et de disciplines variés : la Chronique Internationale de l'IRES et La Revue de l'IRES. L'IRES contribue ainsi à éclairer le débat social par des analyses et approches comparatives rigoureuses et à participer au dialogue social. Pour assurer ses missions, l'IRES est financé principalement par une subvention publique de l'État et, dans une moindre mesure, par des conventions de recherche. L'IRES comprend un centre de documentation, un pôle administratif de soutien à la recherche et de services généraux et d'une équipe de recherche pluridisciplinaire comprenant des économistes, des statisticiens, des sociologues, des historiens et des politistes. L'Assemblée générale de l'IRES est composée de personnalités du monde syndical, de représentants du Premier ministre et de personnalités qualifiées.

Évènements significatifs de l'exercice :

1/ Adoption d'un nouveau règlement intérieur (avenant) lors de l'AG d'avril 2023 qui vise à améliorer le fonctionnement et la transparence financière de l'IRES et notamment de l'Agence d'objectifs.

→ Modifications du processus budgétaire de l'AO :

- le passage de deux à trois versements selon les modalités suivantes :
 - 40 % à la signature de la convention de recherche entre l'organisation syndicale (OS) et le laboratoire
 - 30 % à la remise d'un rapport intermédiaire qui doit être validé par le directeur de l'IRES
 - Solde de 30 % à la remise du rapport définitif et après obtention du certificat de conformité de l'IRES.

Le versement du solde sera conditionné à la réception d'un état récapitulatif des dépenses effectivement engagées pendant la durée du projet de recherche. En cas de dépassement du montant de l'étude, celui-ci sera plafonné.

- Justification des dépenses avec transmission à l'IRES :
 - de la convention de recherche entre l'OS et le prestataire (labo, centre de recherche, doctorant...)
 - d'un état récapitulatif financier attesté par l'OS (Trésorier...) ou le Commissaire aux comptes de l'OS.

→ Études en retard :

En l'absence de justifications, les études de plus de 5 ans (à compter de la date du premier versement) sont considérées comme non advenues.

2/ Contrôle de la Cour des comptes : publication du rapport définitif de la cour des comptes en avril 2023 qui précise que la gestion administrative et financière de la direction de l'IRES est saine et rigoureuse (page 87 du rapport).

3/ Ressources humaines :

- Recrutement d'un professeur d'université dans le cadre d'une mise à disposition à titre onéreux à partir de mars 2023.
- Entrée en vigueur de l'accord classification et rémunération du personnel de l'IRES à compter du 1^{er} janvier 2023.

Évènements postérieurs :

Un nouvel avenant au règlement intérieur devrait être approuvé en assemblée générale en 2024 pour modifier l'article 4 du règlement intérieur (RI) du 17 mars 2021 concernant l'Agence d'objectifs (AO) ainsi que l'article 6 du fonctionnement de la Commission scientifique (CS).

Il s'agit de préciser encore davantage la nouvelle procédure de fonctionnement de l'AO ainsi que le processus budgétaire et le rôle de la Commission scientifique.

En matière RH, un accord collectif relatif à la durée, l'aménagement et l'organisation du temps de travail a été signé en novembre 2023 pour entrer en vigueur en 2024.

Immobilisations corporelles et incorporelles :

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue indiquée dans le tableau d'amortissement.

Créances et dettes :

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constituée sur les créances dès lors que leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions :

Le montant des subventions comptabilisées au 31/12/2023 s'élève à 2 779 303 € provenant de l'état.

Engagements de retraite :

Les indemnités de fin de carrière (IDR) sont provisionnées comme suit :

Age de départ à la retraite : 62 ans

Taux d'actualisation : 2 %

Taux d'évolution des salaires : 2 %

Taux de rotation moyen sur 3 ans : 3.17 %

Le montant total des IDR ainsi calculé et comptabilisé est de 55 819 €.

Changements de méthodes :

Il n'y a pas eu de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas eu de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

1. Informations relatives aux comptes de bilan

- Provisions pour compte épargne temps**

Concernant le compte épargne temps, le personnel a la possibilité de placer des jours restant dus au titre de congés ou RTT en compte épargne temps. L'association provisionne dans ces comptes le CET.

Le compte épargne temps au 31 décembre 2023 s'analyse de la façon suivante :

Exercice	2023	2022
Nombre de jours	673	592
Nombre de salariés	21	18
Montant charges comprises	219 505 €	192 956 €

- Autres dettes**

Toutes les dettes sont valorisées à leur valeur nominale, elles sont constituées des dettes vis-à-vis des membres au titre de l'Agence d'objectifs :

Créditeurs	31 décembre 2023	31 décembre 2022	31 décembre 2021
CGT	588 273 €	399 252 €	408 316 €
CFDT	336 908 €	297 598 €	245 479 €
CGT-FO	643 169 €	515 275 €	622 229 €

CFTC	233 481 €	149 469 €	149 164 €
UNSA Education	272 948 €	156 847 €	137 513 €
CFE-CGC	207 958 €	131 849 €	131 103 €
TOTAL	2 282 737 €	1 650 290 €	1 693 803 €

L'augmentation de la dette en 2023 est liée à la mise en place du nouveau règlement intérieur (paiement en trois fois au lieu de deux).

	Etudes de l'Agence d'objectifs en cours		Dont celles de plus de 5 ans	
Organisation Syndicale	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
CGT	17	16	3	3
CFDT	8	12	0	0
CGT-FO	22	23	7	10
CFTC	7	7	1	1
UNSA Education	11	10	1	1
CFE-CGC	8	6	0	0
TOTAL	73	74	12	15

2. Informations relatives au compte de résultat

• Produits

L'IRES est financé principalement par une subvention accordée par le Commissariat Général à la Stratégie et Prospective, service du Premier ministre. Elle s'élève à 2 779 303 € au titre de l'exercice 2023, contre 2 714 219 pour 2022.

L'IRES dispose également de ressources contractuelles (conventions de recherches...) dont le montant s'est élevé à 354 163 € au titre de l'exercice 2023, contre 323 578 € en 2022.

• Charges

La charge placée sous la rubrique "Agence d'objectifs" correspond aux versements effectués par l'IRES, conformément à ses statuts, à ses membres, organisations syndicales de l'Institut, pour la réalisation d'études et de recherches.

En application de l'article 18 des statuts modifiés en Assemblée Générale extraordinaire du 14/12/2017, le bureau de l'IRES décide du pourcentage de la subvention Premier ministre à octroyer aux études de l'Agence d'objectifs. Ce pourcentage est compris entre 40 % et 50 %. La procédure relative à l'agence d'objectifs a été revue lors de l'Assemblée Générale d'avril 2023 et peut être résumée :

- Sur la base des projets qui lui sont soumis, l'Assemblée Générale approuve les études, ce qui permet au bureau et à la direction d'établir une convention entre l'IRES et l'organisation syndicale, et de verser en trois fois le montant de l'étude, conformément à l'avenant au règlement intérieur approuvé en Assemblée Générale d'avril 2023 :
 - 40 % à la signature de la convention de recherche entre l'organisation syndicale (OS) et le laboratoire
 - 30 % à la remise d'un rapport intermédiaire qui doit être validé par le directeur de l'IRES
 - Solde de 30 % à la remise du rapport définitif et après obtention du certificat de conformité de l'IRES.
- Chaque projet conventionné donne lieu lors de sa finalisation à une publication diffusée à l'ensemble des membres de l'Assemblée Générale, entrée dans le fonds documentaire et mise en ligne sur le site internet de l'IRES.
- Le Directeur Général atteste de la conformité de l'étude avec le projet approuvé en Assemblée Générale.

La réception de la version définitive de l'étude permet le déblocage des 30% restant.

- En outre, le Directeur Général établit un rapport global de conformité rendant compte de l'état d'avancement des projets conventionnés les années précédentes sur ces travaux. Ce rapport est présenté à l'Assemblée Générale.

Il n'entre pas dans les moyens et la vocation de l'IRES de se substituer aux organisations syndicales pour contrôler les dépenses mises en œuvre pour la réalisation des études ou recherches menées par celles-ci dans le cadre de l'Agence d'objectifs. Pour l'exercice 2023, les droits de tirage s'élèvent à 1 031 403 € contre 1 167 114 en 2022.

- Effectif**

Effectif salarié au 31 décembre	2023	2022	2021	2020
Cadres	16	15	15	16
Non Cadres	5	4	4	5
Total	21	19	19	21

L'Association bénéficie de personnel mis à disposition (MAD) par l'administration. Le montant de la subvention indirecte dont a bénéficié l'IRES au cours de l'exercice 2023 s'est élevée à 110 190 € pour une personne, les deux autres MAD étant à titre onéreux.

Charges constatées d'avance

Elles concernent les charges engagées jusqu'à la clôture de l'exercice dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entité à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision par l'entité.

Produits constatés d'avance

Ils ne concernent que les produits comptabilisés jusqu'à la clôture de l'exercice dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement.

Rémunérations, avances et crédits aux administrateurs de l'association

Les administrateurs de l'IRES sont tous bénévoles. Par conséquent ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'IRES, sur présentation de justificatifs.

Rémunérations et avantage en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantage en nature versé en 2023 aux deux plus hauts cadres salariés s'est élevé à 170 657 €.

Régime fiscal

La gestion de l'association étant désintéressée, celle-ci bénéficie du régime dérogatoire exposé dans les instructions fiscales relatives aux associations de la Direction Générale des Impôts de 1998 et 1999. Ainsi elle n'est pas assujettie : à l'impôt sur les sociétés de droit commun mais soumise au taux réduit de 24 % pour les revenus des capitaux mobiliers, à la TVA et à la CVAE. En revanche, elle est assujettie à la taxe sur les salaires.

Régime social

En l'absence de Convention Collective, les contrats de travail des salariés sont soumis à l'accord classification et rémunération du personnel de l'IRES de décembre 2022 et au règlement de gestion.

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires facturés au titre de la mission de contrôle légal et inscrits en charges s'élèvent à 9 500 €.

Les locaux

L'Etat (Commissariat Général à la Stratégie et Prospective - service du Premier ministre) met gratuitement à la disposition de l'Association les locaux sis dans le bâtiment 4 de l'ensemble immobilier MAILLE NORD à NOISY LE GRAND (93). La valeur locative des locaux ainsi mis à la disposition de l'Association est estimée à 260 000 € par an.

Contributions volontaires en nature :

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- Mise à disposition de locaux
- Mise à disposition de personnel
- Contribution des chercheurs associés
- Bénévolat des membres du bureau, de l'Assemblée générale et de la commission scientifique

Conformément au règlement ANC 2018-06, l'association comptabilise ces dernières « au pied » du compte de résultat pour un montant de 551 577 €.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse, ainsi que les bons qui sont dès leur souscription, remboursables à tout moment. Les soldes des comptes bancaires portés au bilan sont conformes à ceux figurant sur les relevés de banque compte tenu des chevauchements dûment justifiés. La caisse fait l'objet d'un inventaire physique à la clôture de l'exercice.

Engagements financiers et suretés réelles données et reçues

Engagements reçus : Néant

Engagements donnés : Néant

Etat des immobilisations

Immobilisations	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations de l'exercice	Acquisitions créances virements
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	24 230		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	24 230		
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	208 177		
- De transport			
Matériel :			
- De bureau et informatique, mobilier	264 963		10 727
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	473 141		10 727
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :	202 500		
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	10 316		1 323
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	212 816		1 323
TOTAL GÉNÉRAL	710 186		12 049

Immobilisations	Diminutions		Valeur brute des immo. en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virements	Cessions		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			24 230	
TOTAL			24 230	
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencés et aménagt. const.				
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencés et aménagt. divers			208 177	
- De transport				
Matériel :				
- De bureau et informatique, mob.			275 690	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			483 867	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :			202 500	
- Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			11 638	
TOTAL			214 138	
TOTAL GÉNÉRAL			722 235	

Commentaires : néant

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice				
Immobilisations amortissables	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	24 230			24 230
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	24 230			24 230
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	192 661	2 533		195 194
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	112 605			112 605
Emballages récupérables et divers	135 376	7 422		142 798
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	440 642	9 955		450 598
TOTAL GÉNÉRAL	464 873	9 955		474 828

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
Immobilisations amortissables	Dotations			Reprises			Mvt net des amort. à la fin de l'ex.
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'établissement et dvp.							
Fonds commercial							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions :							
- Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agencs et aménag. des constructions							
Inst. techniques, mat. et outillage industriels							
Inst. gales, agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bur. et informat., mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acqui. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Commentaires : néant				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
-----------------------	--------------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------------	--------------------------------

Règlementées

- Reconstitution des gisements
- Provisions pour : - Investissements
- Hausse des prix

Amortissements dérogatoires

Provisions pour prêts d'installation

Autres provisions réglementées

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
--------------------------------	--	--	--	--

Risques et charges

- Litiges
- Garanties données aux clients
- Pertes sur marché à terme
- Amendes et pénalités
- Pertes de change
- Provisions pour : - Pensions et obligations
- Impôts
- Renouvellement des immobilisations
- Gros entretien et grandes révisions
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer

Autres provisions pour risques et charges

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	48 265	7 554		55 819
-------------------------------------------	---------------	--------------	--	---------------

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
--------------------------	--------------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------------	--------------------------------

Dépréciations

- Incorporelles
- Corporelles
- Immobilisations : - Titres mis en équivalence
- Titres de participation
- Financières

Sur stocks et en cours

Sur comptes clients

Autres provisions pour dépréciation

DÉPRÉCIATIONS				
TOTAL GÉNÉRAL	48 265	7 554		55 819

- D'exploitation
- Dont dotations et reprises : - Financières
- Exceptionnelles

Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation

Commentaires : néant

Etat des créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	11 638		11 638
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	13 263	13 263	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	443	443	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	50	50	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	2 593	2 593	
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	180 985	180 985	
Charges constatées d'avance	49 394	49 394	
TOTAL	258 366	246 728	11 638

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Commentaires : néant

Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	192	192		
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	128 594	128 594		
Personnel et comptes rattachés	146 424	146 424		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	199 689	199 689		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	50	50		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	138 449	138 449		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	2 350 115	2 350 115		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	43 520	43 520		
TOTAL	3 007 034	3 007 034		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques

Commentaires : néant

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer inclues dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	192	192
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales	349 478	316 838
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	67 378	56 116
TOTAL	417 048	373 146

Détail des charges à payer

Charges à payer inclues dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	192.00	192.00
5181000 Intérêts courus à payer	192.00	192.00
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales	349 478.48	316 837.76
4282100 Provisions s/ regul. sal.	3 787.42	1 423.85
4282200 Provision compte épargne temps	140 275.68	121 588.14
4386100 Organ. sociaux à payer (S/ regul. sal.	2 144.22	848.74
4386200 Organ. sociaux (s/ Prov. CET)	79 229.16	71 367.93
4486000 Etat- charges à payer	124 042.00	121 609.00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	67 378.00	56 116.16
4198000 AVOIR A ETABLIR	228.00	
4686000 Divers charges à payer	67 150.00	56 116.16
TOTAL	417 048.48	373 145.92

Produits à recevoir
(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances		3 256
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL		3 256

Détail des produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances		3 255.74
4387000 Organismes sociaux à recevoir		3 255.74
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL		3 255.74

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
- D'exploitation	43 520	55 589
Produits : - Financiers		
- Exceptionnels		
TOTAL	43 520	55 589

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
- D'exploitation	49 394	62 920
Charges : - Financières		
- Exceptionnelles		
TOTAL	49 394	62 920

Commentaires : néant

Variation des fonds propres art.431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	139 401	30 059			109 342
- dont réserves des activités sociales et médico sociales					
Report à nouveau					
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales					
Excédent ou déficit de l'exercice	-30 059				24 347
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales					
Situation nette	109 342			30 059	133 689
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	109 342			30 059	133 689

Commentaires : néant

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2023	31/12/2022
Dons en nature		
Prestations en nature		
MISE A DISPOSITION DES LOCAUX	260 000	254 066
MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL BENEVOLAT	110 190	105 999
Bénévolat	370 190	360 065
MEMBRES DU BUREAU, AG et Commission scientifique	60 095	14 148
CONTRIBUTIONS CHERCHEURS ASSOCIES	121 292	108 942
	181 387	123 090
Total	551 577	483 155
Répartition par nature de charges	31/12/2023	31/12/2022
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
MISE A DISPOSITION DES LOCAUX	260 000	254 066
Prestations	260 000	254 066
MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL	110 190	105 999
Personnel bénévole	110 190	105 999
MEMBRES DU BUREAU, AG et Commission scientifique	60 095	14 148
CONTRIBUTIONS CHERCHEURS ASSOCIES	121 292	108 942
	181 387	123 090
Total	551 577	483 155

Association IRES

16, boulevard du Mont d'Est
93192 NOISY LE GRAND

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

Aux membres de l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Paris, le 16 mai 2024

Le commissaire aux comptes

F.-M. RICHARD & Associés


Xavier HUAULT-DUPLY